

# Les «illibéraux» à l'offensive dans le saint des saints européen

Les dirigeants européens devraient passer une nuit blanche sur la question migratoire, lors du sommet qui s'ouvre. Ils devraient aussi acter la poursuite des discussions sur le budget de la zone euro.

## Budget zone euro

FRÉDÉRIC ROHART

Le projet de budget de la zone euro porté par Emmanuel Macron, et désormais Angela Merkel, avait du plomb dans l'aile avant même de décoller. La question est de savoir s'il peut néanmoins prendre son envol ainsi lesté. Les Pays-Bas se sont faits les porte-parole d'une dizaine d'États membres sceptiques sur l'utilité du projet. Ils concèdent néanmoins une chose à ce stade – et ne pas le faire aurait été pour le moins délicat vu les auteurs de la proposition: ce budget de la zone euro peut être mis à l'agenda. Et ce n'est beaucoup, assure une source diplomatique favorable au projet. «Les Néerlandais avaient refusé le principe, l'idée même d'un budget, la considérant comme fondamentalement contradictoire avec leur conception de la zone euro, où chacun fait ses réformes et tout ira bien», souligne pour cette source. Le sujet avait déjà été discuté par la plupart des chefs d'État et de gouvernement directement concernés dimanche, en marge du «mini»-sommet sur la migration organisé par la Commission Juncker. Le projet n'est donc pas consensuel, mais l'ébauche de conclusions du sommet de la zone euro, qui se tient vendredi, demande que le dossier soit instruit, et plus largement que le travail d'approfondissement de la zone euro soit remis sur le métier. Merkel et Macron ont plaidé pour la création d'un (embryon de) budget dès 2021.

## Construire sur Meseberg

C'est l'une des questions les moins consensuelles sur la table de l'Eurogroupe, comme l'a indiqué Mario Centeno dans une lettre au président du Conseil européen Donald Tusk. Le Portugais espère voir aboutir d'ici à la fin de l'année les négociations avec le Parlement européen sur la «réduction des risques bancaires», une pierre supplémentaire au parachèvement de l'Union bancaire.

Cette avancée pourrait permettre à l'Eurogroupe d'avancer sur le renforcement du Mécanisme européen de stabilité (MES). Angela Merkel et Emmanuel Macron souhaitent utiliser cet outil intergouvernemental conçu pour le sauvetage de pays en crise comme «filet de sécurité» (ou «backstop») de l'outil chargé de la résolution des crises bancaires, le Fonds de résolution unique. Ce qui doit rendre ce dernier plus crédible, et donc renforcer la stabilité du secteur. «Il y a un consensus» sur cette question, indique Mario Centeno. Le projet de communiqué que les Dix-neuf devraient publier vendredi marque effectivement un accord au plus haut niveau pour que le MES puisse intervenir pour le sauvetage de banques en faillite. Restera à définir les contours de ce «filet»: son poids, ses modalités d'activation, sa date de lancement – autant de questions à préciser d'ici la fin de l'année. La dernière pierre

d'angle de l'Union bancaire est par contre renvoyée aux calendes grecques: la discussion sur un système européen de garantie des dépôts devrait reprendre, aucun accord pour une protection des épargnants à l'échelle de l'Union n'est attendu avant les prochaines élections européennes.

Autre pilier de la déclaration franco-allemande de Meseberg, le renforcement du MES, pour en faire une sorte de «Fonds monétaire européen» reçoit un accueil favorable. «L'Eurogroupe est invité à se mettre d'accord sur une feuille de route pour développer encore le MES d'ici décembre 2018», indique le projet de communiqué final, selon l'agence de presse Reuters, qui y a eu accès. Paris et Berlin veulent rouvrir le traité qui l'institue pour lui donner plus de pouvoir dans la conception des programmes d'assistance financière, mais aussi dans leur surveillance. Le MES, estiment la France et l'Allemagne, devrait pouvoir évaluer la situation économique d'ensemble des États membres (ce que fait déjà la Commission européenne). Quant à savoir dans quelle mesure il doit être habilité, comme le FMI, à évaluer l'état de santé des dettes, le débat reste ouvert: «Les questions de soutenabilité de la dette restent les plus sensibles» en la matière, indique Mario Centeno. Donc celles sur lesquelles une clarification de la part des chefs d'État et de gouvernement est nécessaire.

## Asile et immigration

VINCENT GEORIS

La migration est le principal point à l'ordre du jour du sommet de jeudi et vendredi. Le président du Conseil européen Donald Tusk l'a annoncé en toutes lettres dans un courrier adressé mercredi aux chefs d'État ou de gouvernement.

M. Tusk appelle les vingt-huit à s'accorder sur trois mesures. Mettre en place des «plateformes de débarquement» hors de l'UE, prévoir des fonds dans le prochain budget européen pour combattre l'immigration illégale et organiser une meilleure collaboration avec les pays de transit ou d'origine des migrants, comme la Libye.

Dans sa missive, Donald Tusk rappelle que les arrivées de migrants en Europe ont considérablement baissé. «Après la crise migratoire de 2015, il est devenu clair que la situation devait changer et que nous devions nous concentrer sur l'endigement de la migration illégale», écrit le président du Conseil. «Le résultat est que les arrivées illégales ont été réduites de 96% depuis le pic d'octobre 2015.»

La «crise migratoire» est passée, mais les séquelles sont importantes. Il n'existe toujours pas de politique d'asile européenne digne de ce nom. Après trois ans de discussions, les vingt-huit n'ont pas réussi à réformer le règlement de Dublin qui détermine le pays d'arrivée comme étant celui qui doit instruire la demande d'asile. Or le système de Dublin fait porter à l'Italie et à la Grèce tout le poids de la migration en

provenance d'Afrique et du Moyen-Orient.

Début juin, les divisions politiques ont été ravivées par le camp des «durs», composé de l'Italie, de l'Autriche et des pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie). Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (la Ligue, extrême droite), a interdit au navire humanitaire Aquarius d'accoster en Italie. Quelques jours plus tard, l'Autriche, où l'extrême droite est au pouvoir, évoquait la création d'un «axe» contre la migration entre Rome, Vienne et Berlin.

Cette crise politique place la chancelière allemande Angela Merkel dos au mur. La CSU, l'alliée traditionnelle de la CDU, exige de fermer les frontières du pays aux migrants déjà enregistrés dans un autre État européen. Le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer, président de la CSU, menace de passer aux actes, ce qui pourrait entraîner son limogeage, voire la chute du gouvernement allemand.

## «Des réponses simples aux questions compliquées»

Pour le président du Conseil européen, la crise migratoire de 2015 a permis à des groupes politiques «durs» de gagner en puissance et de proposer «des réponses simples aux questions les plus compliquées».

«De plus en plus de personnes commencent à croire que seule une autorité à poigne, à l'esprit anti-européen et anti-libéral, avec un penchant pour l'autoritarisme flagrant, est capable de stopper la vague d'immigration illégale», ajoute Donald Tusk. Si les personnes pensent qu'eux seuls peuvent offrir une solution efficace à la crise migratoire, alors ils vont croire à tout ce qu'ils diront d'autre. Les enjeux sont très élevés. Et le temps presse.»

Ces derniers jours, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et Donald Tusk ont multiplié les initiatives pour déminer la crise politique.

Une des mesures souhaitées, «des plateformes de débarquement», rallie un nombre important d'États. Mais elle apparaît difficile à réaliser. La Commission européenne appuie le principe de ces «camps de rétention» où les migrants économiques seraient séparés des réfugiés. L'idée avait été avancée, et rejetée, en 2015, par le Premier ministre hongrois Viktor Orban.

Mais l'installation de tels camps nécessite l'accord des pays tiers concernés. L'Albanie, citée dans le projet initial, a fait savoir mercredi qu'elle n'accepterait jamais d'en accueillir sur son sol. Pour le Premier ministre albanais Edi Rama, cela reviendrait à «décharger n'importe où, comme des produits toxiques, des gens désespérés dont personne ne veut».

## «Les arrivées illégales ont été réduites de 96% depuis le pic migratoire d'octobre 2015.»

DONALD TUSK  
PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN